

L'ajournement

résultat de plans, de programmes et de l'examen des besoins par les ministères et les organismes compétents. Le gouvernement s'est attaqué au chômage des jeunes avec des programmes tels que la Planification de l'emploi et le Programme d'emploi des jeunes, sous la direction du ministre d'État chargé de la Jeunesse (M. Charest).

Le député dit que le ministre a fait cela avec faste. Mais à quoi serviraient nos programmes si personne n'en connaît l'existence? Il me semble évident que pour concevoir des programmes et toucher les jeunes, il faut user de moyens publicitaires. C'est peut-être faste pour le député, mais nous devons diffuser ce genre de nouvelles pour nous attaquer à ce problème.

Je voudrais également signaler que le secrétaire d'État (M. Crombie) vient de rentrer de Saskatoon, où il s'est entretenu avec les membres d'un groupe d'étude sur l'enseignement post-secondaire, qui cherche à s'attaquer au problème de l'analphabétisme total et partiel.

Les sans-abri constituent le second volet du problème. Il suffit de se promener dans Ottawa n'importe quel jour pour en trouver un millier. Certains organismes de la ville tentent de les regrouper dans des refuges où ils peuvent se sentir à l'aise. Il ne suffit pas en effet de leur trouver un abri, il faut se demander pourquoi ils ont perdu le leur. Beaucoup de ces jeunes ont 17, 16, 15 ans, et même moins. Pourquoi ne sont-ils pas chez eux avec leurs parents? Pourquoi ont-ils quitté leur foyer? Voilà la question à laquelle les organismes, comme le diocèse de Montréal, tentent de répondre. Comment les ramener chez eux, parmi les leurs? Quel conflit a surgi entre eux et leurs parents pour qu'ils se soient sauvés?

• (1810)

Ce sont des questions sociales que les gouvernements ne peuvent résoudre, mais auxquelles le gouvernement actuel tente d'apporter des solutions en soutenant la structure familiale de manière à ce que les familles se sentent bien comme familles et soient unies. Voilà pourquoi le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) consacre du temps au programme de garde d'enfants. Nous voulons un programme de garde d'enfants qui soit sécurisant pour les enfants qui y participeront. Les enfants qui se sentent bien dans leur peau ne sentent pas le besoin de s'enfuir de la maison, et c'est à ce niveau que se situe le problème, le député en conviendra.

Le problème, c'est que des jeunes veulent s'enfuir de la maison. Il faut le régler, pour qu'il n'y ait plus de jeunes sans foyer dans notre société.

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR—LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION
DU PARTI SOCIALISTE EN 1965

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, le 21 octobre 1987, je demandais au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) de nous expliquer la position du parti socialiste en 1965, c'est-à-dire au moment où le Pacte de l'automobile a été signé.

Or, vous savez qu'à ce moment-là le parti socialiste s'opposait au Pacte de l'automobile comme il s'oppose d'ailleurs à l'Entente de libre-échange aujourd'hui.

Il est important que la population sache ce que le parti socialiste avait prévu en 1965 si on mettait en place le libre-

échange dans le domaine de l'automobile. Et je me réfère, monsieur le Président, à un extrait du journal des Débats du 10 mai 1965, alors que M. Tommy Douglas, qui était à ce moment-là le chef du CCF, c'était quand même un parti socialiste, c'est le même parti aujourd'hui, qui disait, et il parle du Pacte de l'automobile: «Par ailleurs, nous désapprouvons cet Accord pour une autre raison. C'est qu'il ne renferme aucune disposition pour protéger les employés de l'industrie de l'automobile qui perdront leurs emplois à cause de cela».

Voilà ce que disait le chef du parti socialiste en 1965, et c'est exactement, oui, exactement le même discours négatif qui est fait aujourd'hui par ce parti, les descendants de M. Douglas. Et qu'est-ce qui est arrivé concernant le Pacte de l'automobile depuis 1965? Eh bien, voici ce qui est arrivé. Les exportations canadiennes d'automobiles vers les États-Unis représentent 33 milliards de dollars. Cela veut dire plus que le tiers de nos exportations totales, cela à cause de l'Entente du Pacte de l'automobile. Ces 33 milliards de dollars d'exportations représentent 7 p. 100 de notre Produit national brut, et c'est 840 000 emplois, des emplois centralisés, pour la plupart, dans le Sud de l'Ontario, dans la circonscription du chef du parti socialiste, dans la circonscription d'Oshawa. Ces emplois-là sont centralisés à un endroit où, actuellement, il n'y a même pas 3 p. 100 de chômage, où, actuellement, dans cet endroit, la compagnie General Motors a décidé d'investir 2 milliards de dollars.

Monsieur le Président, il est difficile de comprendre l'attitude du parti socialiste en 1965 lorsqu'il s'opposait au libre-échange dans l'automobile et son attitude aujourd'hui, lorsqu'il s'oppose encore, il prévoit les mêmes calamités, les pertes d'emplois etc., alors que cela n'a pas été vrai, puisque nous avons eu 840 000 nouveaux emplois reliés à cela. Il s'oppose aujourd'hui au fait que les bénéficiaires qui découlent du libre-échange dans le domaine de l'automobile depuis 1965, mis en place et négociés d'ailleurs par le même négociateur, l'ambassadeur Reisman, le même que nous avons aujourd'hui. Il s'oppose à ce que ces effets puissent apporter des bénéfices aux autres travailleurs et travailleuses canadiens, à l'ensemble du Canada.

On a entendu dire à la Chambre, monsieur le Président, que les députés du parti socialiste en avaient contre l'Ouest du pays. Ce n'est pas contre l'Ouest du pays que les membres du parti socialiste en ont, c'est contre l'ensemble du pays parce que le chef ne pense qu'à sa circonscription d'Oshawa et à son environnement immédiat. Ils ne veulent pas—les socialistes—que les bénéficiaires du Pacte de l'automobile soient rendus disponibles à l'ensemble des Canadiens. Et ils se servent, pour atteindre ces représentations négatives, de l'argent des travailleurs de l'automobile qui, eux, ont des bons revenus et cotisent à des syndicats importants, le syndicat de Bob White, et cet argent-là, ils veulent s'en servir, et massivement ils paient de la publicité à travers le pays pour se servir de l'argent de ceux qui bénéficient des privilèges du libre-échange dans le domaine de l'automobile. Ils s'en servent d'une façon négative pour empêcher l'acceptation d'une entente avec les États-Unis, sa mise en place, parce qu'ils vivent grassement bien, les socialistes. Ce sont les soldats de Bob White, monsieur le Président, il faut le dire. Les gens qui sont devant nous ne disent pas autre chose que ce qui leur est dicté par leurs bailleurs de fonds, Bob